

Niveau(x) d'enseignement: 7
Centre d'intérêt: 950

Numéro EDUQ : 8670248

Pelletier, Louis.

Apprendre à être citoyen au collège? / Louis Pelletier. -- Sainte-Foy :
INRS-Education, 1980.

11 f. ; 28 cm.

"Conférence donnée au CEGEP de Jonquière dans le cadre de la
Semaine de l'Education". Code: C-72. Notes bibliogr. au bas des f.

Vedette(s)-secondaire(s): INRS-Education

Descripteur(s): Education civique * Citoyen * Développement social *
Intégration sociale * Socialisation * Rôle du collège * Collégial (Ordre
d'enseignement)

Dans cet exposé, l'auteur regarde l'éducation non pas d'abord par
le côté qui mène l'étudiant à la société, mais du côté de la société qui
impose à l'éducation ses exigences. Il aborde trois questions: 1. la
définition du citoyen; 2. comment apprend-on à être un citoyen? 3. le
rôle du collège dans l'apprentissage du citoyen. L'auteur traite de la
socialisation de l'étudiant et énumère le contenu des apprentissages
qu'un vrai citoyen devrait avoir fait et qui ne sont pas forcément
inscrits dans les programmes scolaires. Il suggère au collège de
développer un certain nombre d'organisations parascolaires qui
permettraient aux étudiants de s'affirmer et de prendre des
responsabilités. Il traite, en conclusion, des effets de la
scolarisation prolongée qui retarde la prise de responsabilités dans la
vie réelle.

Type de document: r

APPRENDRE A ETRE CITOYEN
AU COLLEGE?

Conférence donnée au CEGEP de Jonquière
dans le cadre de la Semaine de l'Education

LOUIS PELLETIER

INRS-EDUCATION
C-72

AVRIL 1980

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Si je suis avec vous ce soir pour vous entretenir de quelques réflexions sur le thème qui nous est proposé par la Semaine de l'éducation cette année, je le dois d'abord à la gentille insistance de Madame McLean qui s'est faite, je dois l'avouer, un porte-parole fort convaincant. Je dois dire aussi qu'ayant travaillé en éducation depuis un bon nombre d'années, je n'étais pas fâché du tout de reprendre contact avec le Saguenay, ayant eu le plaisir de suivre d'assez près l'expérience de Tévec, il y a quelques années. A cela, s'ajoute aussi le fait que le sujet proposé par la Semaine de l'éducation m'intéresse beaucoup et j'ai pensé, que même si je n'avais pas tout le temps souhaité pour m'y préparer, je pourrais vous communiquer quand même un certain nombre de considérations que je crois reliées à ce thème et qui peuvent vous intéresser.

Disons d'abord, que le sujet sur lequel on nous invite à réfléchir cette année, me semble particulièrement important. On y parle en effet d'"Apprendre à être citoyen". Voilà de plus une perspective, me semble-t-il, dont on a moins parlé ces derniers temps et qui est ainsi ramené à notre attention.

En effet, depuis la réforme scolaire des années 60, nous avons beaucoup parlé de la nécessité de rendre l'éducation accessible à tous et nous nous sommes beaucoup préoccupés d'assurer la généralisation de l'école et la prolongation de la scolarité. Sans doute, c'est au nom du développement de la société québécoise que nous avons rajeuni notre système scolaire, mais cela allait comme une évidence, comme un postulat que nous acceptions sans trop nous inquiéter des problèmes particuliers qui pourraient se poser du côté des exigences de la société. Aussi, le discours des éducateurs a-t-il été en général, plus orienté vers la personne humaine, vers l'apprenant, vers le s'éduquant. L'éducation scolaire devenait à la fois le lieu et le moyen de l'épanouissement de toutes les potentialités de l'être humain.

Le thème que la Semaine de l'éducation nous propose a l'avantage de ramener l'attention sur le côté social de tout ce processus, sur son point d'aboutissement, sur ce qui le justifie et le

défini en fin de compte, c'est-à-dire l'insertion dans la société comme citoyen. Ce rappel à notre attention me semble opportun et peut-être susceptible de renouveler les problématiques éducatives issues du Rapport de la Commission Parent.

Il est frappant d'ailleurs, de voir depuis quelques années, ce thème revenir à la surface, comme si nous sentions le besoin un peu partout dans nos sociétés occidentales, de nous interroger sur les finalités de nos efforts d'éducation. Yvan Illich (1), Paulo Freire (2) en Amérique du Sud, Bourdieu et Passeron en France (3) Bowles & Gintis (4) aux Etats-Unis nous ont proposé des réflexions fort critiques sur l'entreprise éducative et sur le destin de nos systèmes scolaires. Il n'est sans doute pas besoin d'aller à l'étranger, si nous y prêtons un peu attention, c'est aussi chez-nous que nous voyons poindre des interrogations de même nature. On parle souvent maintenant du malaise en éducation qui touche aussi bien les étudiants, que les enseignants et les administrateurs scolaires.

Les intentions généreuses de la Réforme scolaire se heurtent à de nombreuses difficultés, le moins qu'on puisse dire c'est que nous paraissions moins sûrs des implantations faites et des résultats obtenus. Je n'en prendrai comme exemple que ce petit journal "L'éducation dans le trafic", diffusé par les organisateurs de la Semaine de l'éducation. Il est rempli de questions et d'interrogations sur notre système scolaire qui sont très pertinentes.

Le thème qui nous est proposé nous invite donc, me semble-t-il, à regarder l'éducation non pas d'abord par le côté qui mène l'étudiant à la société, mais du côté de la société qui impose à l'éducation ses exigences et qui est tout aussi réel que l'autre. La différence de perspective est considérable. Essayons si vous le voulez bien, de regarder de ce côté de la lunette.

ETRE CITOYEN

D'abord, la première question qui vient spontanément à l'esprit, c'est celle de définir le point d'arrivée: être un citoyen. Qu'est-ce que cela veut dire et surtout qu'est-ce que cela implique? Pour moi,

1. Yvan Illich, Deschooling Society, New York, Harper and Row 1971, traduit en français sous le titre de Une société sans école, Paris Seuil, 1971.
2. Paulo Freire, Pedagogy of the Oppressed, New York, Hender and Hender 1970
3. Bourdieu Pierre et Passeron Jean Claude, La reproduction, Paris, Ed. de Minuit, 1972
4. Bowles, Samuel and Gintis, Herbert, Schooling in Capitalist America, New York, Basic Books, 1976.

lorsque je considère ce terme, je ne pense pas qu'il faille le définir de façon legaliste, ni de façon trop particulière, comme le feraient, par exemple, les spécialistes des sciences politiques. Il me semble que l'idéal de citoyen que nous avons spontanément à l'esprit, c'est l'individu, la personne à l'aise dans sa société, c'est l'être adulte parvenu à maturité, faisant corps avec la société dont il fait partie, capable de s'y adapter, d'y vivre normalement, de s'y épanouir, d'y agir, de participer à ses différentes activités, de l'influencer, de porter des responsabilités, d'exercer les différents rôles qui sont normalement dévolus à tous ses membres, capable de vivre les différents âges de sa vie, d'une façon autonome, en liaison avec les siens, dans les milieux particuliers où il oeuvrera, dans les secteurs de la société où ses choix et les circonstances le feront travailler, dans les différents groupes où il trouvera place.

Cette définition du citoyen est large, générale, bien sûr presque trop me direz-vous. Je pense cependant, qu'il est indispensable parfois de poser le problème à un niveau comme celui-là, pour être sûr de bien poser le problème et ne pas le réduire trop vite à nos moyens habituels de le considérer. Si nous voulons essayer de trouver de nouvelles solutions à nos problèmes, il est stimulant pour l'esprit, me semble-t-il, d'adopter une perspective comme celle-là.

APPRENDRE A ETRE CITOYEN

La seconde question qui se pose spontanément à la suite de la première, c'est celle qui nous touche directement ce soir. Comment apprend-on à être un citoyen ainsi défini? Il n'est certes pas facile de répondre rapidement à une question comme celle-là, lorsqu'on la considère dans toute son ampleur.

Pour tenter d'y répondre, les sociologues ont utilisé le concept de socialisation pour désigner l'ensemble des processus par lequel l'individu apprend, intériorise et fait sien, tout au long de son existence, les comportements, les attitudes, les valeurs, les savoirs et les savoir-faire de son milieu, qui lui permettent de vivre en accord avec la société dont il fait partie (5). Ce processus s'accomplit sous l'influence d'expériences personnelles qui s'accumulent en chacun de nous et d'agents sociaux significatifs et diversifiés avec lesquels la personne entre en contact. Ce que les sociologues ont ainsi appelé socialisation est aussi important pour la société que pour l'individu. Pour la société, c'est une question de survivance, c'est la façon de se perpétuer en intégrant à mesure les générations qui la com-

5. Cf. Guy Rocher, Introduction à la sociologie générale, Tome I l'Action sociale, HMH, 1968, p. 132 et suivantes

posent. Pour l'individu, c'est l'actualisation concrète de sa nature sociale indissociable de sa propre personnalité, qui n'existerait pas si elle n'était pas en même temps sociale.

Ces agents sociaux significatifs dont je viens de parler sont multiples. L'enfant se socialise dans sa famille d'origine, à l'école, avec ses amis, dans ses loisirs, à la télévision. L'adulte continue à le faire dans son milieu de travail, dans la famille qu'il crée avec une compagne ou un compagnon, dans les milieux qu'il fréquente, dans ses voyages, dans ses occupations, par les mass média, dans ses rencontres, dans ses lectures, etc.

Ce processus de socialisation est vaste comme on peut le voir. Il occupe, dans nos vies, une place centrale, il correspond d'assez près, me semble-t-il, à la notion large d'éducation que nous utilisons souvent.

Je voudrais souligner ici, deux conséquences de la notion de socialisation, telle que je viens de vous la décrire. La première, vient de la constatation que l'apprentissage du citoyen ne se fait pas sous l'influence d'un seul agent, mais en réalité de multiples agents qui concourent à faire de chacun de nous des citoyens; le citoyen que nous sommes ou que nous sommes en voie de devenir, est la résultante d'un grand nombre d'actions multiformes qui jouent en même temps ou séquentiellement à travers des mécanismes difficiles à isoler les uns des autres.

La deuxième conséquence m'apparaît devoir nuancer quelque peu certaines affirmations que nous avons souvent entendues à l'effet que l'éducation a comme but de développer au maximum toutes les potentialités que nous pouvons avoir. Je ne pense pas qu'il soit juste de dire cela. Une société donnée, à travers l'ensemble du processus de socialisation ou d'éducation, tendra à développer certaines de nos potentialités, celles qui sont significatives dans cette société. Durkheim me semble avoir bien discerné cet aspect des choses, lorsqu'il écrit: "chaque société, considérée à un moment déterminé de son développement, a son système d'éducation qui s'impose aux individus avec une force généralement irrésistible. Il est vain de croire que nous pouvons élever nos enfants comme nous le voulons. Il y a des coutumes auxquelles nous sommes tenus de nous conformer; si nous y dérogeons trop gravement, elles se vengent sur nos enfants. Ceux-ci, une fois adultes, ne se trouvent pas en état de vivre au milieu de leurs contemporains avec lesquels il ne sont pas en harmonie. Qu'ils aient été élevés d'après des idées ou trop archaïques ou trop prématurées, il

n'importe, dans un cas comme dans l'autre, ils ne sont pas de leur temps et par conséquent ils ne sont pas dans des conditions de vie normale". (6)

Il me semble simplement réaliste de constater ce fait. Il s'exerce toujours une certaine contrainte sociale dans une société, qui valorise certains comportements et en dévalorise d'autres et qui impose ou favorise certains moyens pour y arriver de préférence à d'autres.

Justement, la société dans laquelle nous sommes ne laisse pas complètement au hasard ou au simple gré de la vie, le fonctionnement de la socialisation. Sans vouloir ici aborder le sujet difficile des comportements ou des qualités que notre société actuelle privilégie plus que d'autres dans la conception qu'elle se fait du citoyen, il m'apparaît clair qu'au niveau des moyens ou des agents de socialisation, elle a certaines idées bien arrêtées. Ceci se révèle en particulier par la valorisation de l'école comme agent privilégié de socialisation ou d'éducation. En effet, à partir de six ans et jusqu'à 15 ans, la société impose l'école obligatoire pour tous. Davantage encore, depuis la réforme des années 60, la société québécoise a beaucoup mis l'accent sur le système scolaire, y consacrant budgets et énergie, encourageant à le fréquenter le plus longtemps possible, en aval et en amont de la fréquentation scolaire obligatoire. C'est là la mise en oeuvre d'un consensus social dont nous sommes vous et moi partie prenante, qui considère le système scolaire comme un moyen privilégié pour parvenir à la maturité sociale du citoyen.

L'argumentation qui soutient cette prise de position très nette, est au fond le suivant. Dans le type de société qui est le nôtre, de type industriel ou post-industriel même, caractérisé par le pluralisme des opinions et une grande diversité des fonctions de travail, il est indispensable pour y oeuvrer à part entière, de fréquenter l'école plus longtemps qu'autrefois. Il est devenu nécessaire à la fois de connaître un éventail plus large des réalités de notre monde, de maîtriser de façon plus approfondie les grands codes de communication que sont le langage, la mathématique, le raisonnement scientifique, d'aller plus à fond dans une spécialité professionnelle devenue plus exigeante qu'autrefois. Au fond, la société tend aujourd'hui à accroître la période de scolarisation, parce qu'elle considère que c'est le moyen indispensable pour devenir de meilleurs citoyens ou plus précisément pour acquérir et développer un certain nombre de qualités indispensables au futur citoyen. Ou, pour raisonner par la négative, la société estime que le fait de ne pas fréquenter l'école très longtemps jouera, à la longue, sur la qualité de ses futurs membres en les privant d'un développement dont ils auront grandement besoin plus tard.

Cette option entraîne certaines conséquences. La principale m'apparaît être la prolongation de cette période où l'individu doit accepter de rester dans une bonne mesure à l'écart de la vie sociale, pour se livrer prioritairement à un certain nombre d'études, de recherches, d'approfondissement de connaissances jugées importantes pour plus tard, mais dont l'utilité immédiate, l'application concrète est obligatoirement différée. C'est aussi, par le fait d'être étudiant, la soumission forcée à un régime et à une organisation de la vie qui est régie par des règlements spécifiques et qui soumet l'étudiant à des contrôles périodiques sous forme de travaux et d'examens qui quadrillent l'année scolaire et affirment constamment leur présence. Il y a là une ascèse indiscutable qu'on serait mal venu de ne pas reconnaître. Son poids s'accroît d'ailleurs à mesure que l'enfant grandit. Celui-ci, devenant de plus en plus adulte, de plus en plus en possession de ses moyens, sent monter en lui des désirs et des ambitions de plus en plus forts de s'insérer vraiment dans la réalité sociale pour y agir et vivre d'une façon plus pleine.

Au Québec nous avons attaché au système scolaire, ces dernières années, beaucoup d'importance. Nous avions des retards à combler et la promotion autant collective qu'individuelle nous apparaissait devoir s'y opérer avec le plus de chance de réussite. Nous nous sommes situés d'ailleurs dans un courant social qui a été le fait de tout l'Occident. Illich va même jusqu'à parler d'une ferveur presque religieuse pour l'école. (7) Le temps est peut-être venu de nous demander si nous n'avons pas espéré trop de l'école, si nous ne lui avons pas demandé plus qu'elle ne pouvait donner, comme si nous avions pensé que l'école ou le collège pouvait assumer toute la formation du citoyen. Je ne suis pas sûr que nous n'ayons pas eu un moment cette illusion.

Et pourtant, si nous nous attardons un peu sur le contenu des apprentissages qu'un vrai citoyen devrait avoir faits, nous sommes vite placés devant une énumération considérable de savoirs et de savoir-faire tant il est vrai que la vie en société est complexe et suppose, de ses membres, la maîtrise d'un grand nombre de qualités et d'expertises.

Je voudrais en citer quelques-unes que j'ai aligné au fil de la plume et qui n'appartiennent pas habituellement au curriculum scolaire:

- . apprendre à élever de jeunes enfants
- . apprendre à vivre à deux avec une compagne ou un compagnon
- . apprendre à traiter avec ses enfants qui grandissent
- . apprendre à traiter avec une nouvelle parenté
- . apprendre à vivre avec son budget

7. cf. Christopher Hurn, The limits and possibilities of schooling Boston, Allyn and Bacon Inc., 1978, p. 256.

- . apprendre à se défendre devant la publicité
- . apprendre à résister à un vendeur
- . apprendre à être honnête dans ses rapports avec les autres
- . apprendre à négocier
- . apprendre à tenir son bout ou à céder quand il le faut
- . apprendre à risquer au bon moment
- . apprendre à avoir de l'initiative
- . apprendre à investir à bon escient
- . apprendre à rassurer
- . apprendre à écouter les autres
- . apprendre à conseiller
- . apprendre à diriger d'autres personnes
- . apprendre à déléguer son autorité
- . apprendre à soigner, à savoir quoi faire lorsqu'arrivent des maladies ou des accidents
- . apprendre à entrer en relation avec des gens d'autres races, langues
- . apprendre à se défendre devant la loi
- . apprendre le contenu des législations qui nous concernent

APPRENDRE A ETRE CITOYEN AU COLLEGE

Lorsqu'on regarde cette énumération et toutes celles que vous seriez tentés d'y ajouter, sans doute la question qui nous vient à l'esprit-- ce sera ma troisième question-- c'est de situer le rôle de l'école, donc du collège, si nous voulons parler plus spécifiquement, dans l'apprentissage du citoyen. C'est ici que je rejoins le titre initialement donné à cette causerie.

Il m'apparaît évident qu'il est illusoire de penser que le collège puisse tenter de tout faire. Ce serait s'atteler à une tâche impossible et au surplus démentie par les faits. Le collège, me semble-t-il, doit d'abord accomplir la tâche dont je parlais tantôt, orientée vers la compétence et un certain nombre d'apprentissages de base, nécessaires à l'ouverture de l'esprit et à sa structuration intérieure. C'est-là former sinon tout le citoyen, du moins des aspects essentiels de celui-ci. Et, bien sûr, viser la qualité dans cette entreprise. Mais qu'en est-il du reste? C'est sur ce point qu'il me semble y avoir beaucoup à dire et aussi beaucoup encore à chercher, car je ne suis pas sûr que les consensus soient aussi nombreux qu'on les désirerait dans ce domaine.

Une première solution consisterait à limiter le collège à sa vocation essentielle et laisser les autres agents d'éducation ou de socialisation faire leur tâche: la famille, le groupe des amis, les de communication de masse, les associations sportives, scientifiques, les mouvements de jeunesse et de loisirs, etc. qui peuvent, à l'âge des cégépiens, jouer un rôle éducatif. L'objection principale que font bon nombre de personnes à cette solution, tient à la faiblesse, dans notre société, de ces agents traditionnels de socialisation. La famille d'origine n'est

pas une institution sociale à l'abri de difficultés de nos jours, et son rôle possible à l'âge qui nous intéresse est souvent, dans beaucoup de cas, plus superficiel que profond, en raison de problèmes de générations, de dispersion ou d'absorption trop grande dans le travail et par son incapacité relative à fournir un milieu à la mesure des aspirations des jeunes. Quant aux associations de jeunesse ou aux associations de simple camaraderie, elles souffrent d'encadrements assez diffus où le sentiment d'appartenance est épisodique. Abandonner l'enfant à ces seules organisations, pas toujours discernables ou accessibles d'ailleurs pensent beaucoup de gens aujourd'hui, c'est souvent laisser libre cours à une vaste zone d'oisiveté inquiétante autant pour les jeunes que pour la société.

Une deuxième solution, qui ne nie pas d'ailleurs la première, consiste à développer dans le collège même, des associations, des organisations fortes qui auront de l'attrait pour les étudiants parce qu'elles seront pour eux des occasions de s'affirmer, de prendre des responsabilités, de nourrir la faim latente pour l'action qui se fait jour en eux.

D'ailleurs, il y a dans tout collège, un fondement naturel pour y développer cette deuxième solution. A y regarder de plus près, avec des yeux de sociologue qui s'intéresse comme vous le savez aux institutions, on peut distinguer ce que j'appellerais deux collèges dans un même collège. Il y a le collège des salles de cours et celui de la récréation, le collège des programmes et des examens et le collège des services aux étudiants. Le collège qui régleme les allées et venues scolaires et distribue les DEC et le collège des rencontres entre gens du même âge qui, s'y trouvant rassemblés, nouent entre eux des relations d'amitié ou programment des activités dans et hors campus.

Ces deux collèges se côtoient bien sûr de façon naturelle, mais ils restent par bien des traits distincts l'un de l'autre. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes étudiants qui occupent la vedette dans l'un ou dans l'autre et les normes qui les régissent ne sont pas habituellement tout à fait les mêmes.

Il faut aussi noter que le second est subordonné au premier et l'insuccès dans les études ne permet pas de continuer les relations qui pourraient être fort satisfaisantes dans le second. Mais le second constitue une richesse qui n'est pas négligeable et qui peut s'avérer pour beaucoup d'étudiants, une source d'apprentissage ou de socialisation importante.

Il suffit, en somme, de greffer sur ce second collège un certain nombre d'organisations dites parascolaires pour que cette possibilité s'actualise.

L'objection que l'on fait habituellement à cette deuxième solution, tient, à part l'argument budgétaire qui n'est pas négligeable, au fait qu'à trop vouloir aller dans ce sens on risquerait de créer des organisations un peu artificielles qui éloigneraient les étudiants de celles qui existent dans la vie réelle ou qui retarderaient l'insertion sociale souhaitable dans les activités de la communauté.

Je ne crois pas que le temps soit venu de trancher ce débat, et j'éprouverais pour ma part beaucoup de difficultés à le faire ce soir. Je pense plutôt qu'on doit en discuter plus longuement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Ce n'est pas un mince mérite qu'il faut accorder aux organisateurs de la Semaine de l'éducation, que d'avoir abordé ce thème et peut-être ouvert un débat qui m'apparaît capital pour l'avenir de l'éducation.

Je me permettrai seulement en guise de conclusion, d'aligner brièvement quelques remarques générales qui peuvent peut-être éclairer la question et nous motiver à poursuivre la réflexion.

Il m'apparaît d'abord que quelle que soit l'option prise, le collège ne peut pas être indifférent à ce problème, parce qu'il le touche par la bande de très près. L'acquisition de la connaissance ne se fait pas en vase clos, isolément de d'autres dimensions de la vie. Pour que le collège puisse remplir sa mission première, il est nécessaire que les autres aspects de la socialisation qui relèvent moins directement de lui, marchent de pair. Lorsqu'il se produit des blocages ailleurs, ou que des frustrations trop fortes s'accumulent, c'est le progrès dans la connaissance qui devient lui aussi menacé, comme vous le diront mieux que nous les psychologues.

En deuxième lieu, il me semble qu'il n'y a pas que le collège qui soit concerné par ce problème, il y a aussi le milieu du travail et la communauté municipale. Il serait souhaitable que ces milieux se reconnaissent aussi des devoirs dans la solution de ce problème afin d'aménager des zones où l'insertion sociale des jeunes puisse être plus facile et plus satisfaisante.

En troisième lieu, il me semble qu'il est nécessaire d'avoir aussi à l'esprit que, beaucoup d'apprentissages ne se font pas seulement par l'étude, par l'application attentive, méthodologique, intellectuelle à une discipline ou à un problème, en retrait délibéré du mouvement, mais que l'on apprend aussi beaucoup de choses dans l'action, par la

pratique, par l'expérience, par le contact avec la vie, par l'insertion dans des situations nouvelles qui nous posent des défis et que les jeunes ont aussi soif de cette autre façon d'apprendre. Je ne vois pas d'ailleurs au nom de quoi on déciderait de les en exclure. On peut aussi penser qu'une alternance entre ces deux modes d'apprentissage est peut-être une façon plus naturelle et plus féconde d'apprendre. Ces possibilités mériteraient en tout cas d'être explorées.

Enfin, il m'apparaît que nous n'avons pas suffisamment tenu compte des conséquences sociales de la prolongation généralisée de la fréquentation scolaire. Retarder, même pour une bonne cause, l'entrée dans la vie active, présente des coûts sociaux qu'il faut aussi assumer.

Il fut un temps où l'enfant non seulement s'insérait plus jeune dans la société, mais où il s'insérait plus graduellement aussi. Il le faisait dans la famille bien sûr, mais aussi dans le travail surtout si le milieu de travail se confondait avec l'activité de la famille, comme par exemple sur une terre. L'enfant entraînait progressivement dans les travaux de la ferme; il assumait graduellement des tâches dans l'entretien des bêtes, dans les récoltes; il apprenait de son père ou de ses oncles, toutes sortes d'habiletés qui le rendaient peu à peu productif. La même chose se faisait dans de petites entreprises ou de petits commerces, l'enfant aidait à tenir le magasin, à servir les clients. Ce processus se faisait insensiblement et les responsabilités s'acquerraient au fur et à mesure de la croissance de l'enfant. Celui-ci en tirait fierté et gratification.

Une des conséquences de la scolarisation prolongée est de rompre cet équilibre et de retarder la prise de responsabilités sur un réel significatif. Sans doute tout peut être dit préparation à la vie, au collège comme à l'école, mais il s'agit d'un avenir plus ou moins lointain, qui n'a pas de visage immédiat. L'utilité de ce qu'on apprend est toujours différée et il faut, ne nous le cachons pas, beaucoup de foi et de ténacité pour y passer. L'étude, même aux yeux des parents qui y envoient leurs enfants, a l'air parfois d'un loisir, d'une improductivité qui ne manque pas de se laisser percevoir à certains moments. Cette situation est dure à vivre socialement et nécessite une longue patience de la part des adultes comme aussi des étudiants.

L'extension du temps scolaire a aussi entraîné les milieux de la vie sociale, et en particulier le milieu du travail, à développer l'habitude de se fier au système scolaire pour la prise en charge des jeunes et n'y intervenir qu'au moment où celui-ci a terminé sa tâche, quitte par ailleurs, à se montrer, à l'occasion, fort critique des réalisations de l'école, dans ses jugements sur les nouveaux diplômés. La capacité d'intégrer progressivement et harmonieusement les nouveaux arrivants dans des tâches significatives et non pas seulement marginales ou peu sérieuses, en a beaucoup perdu. Je me demande si, de ce côté

il n'y aurait pas beaucoup de travail à faire pour tenter de nouvelles expériences qui permettraient de retrouver, ne serait-ce qu'en partie, la souplesse que nos sociétés ont déjà mieux connue.

Car apprendre à être citoyen, non seulement "ça vaut le coup", mais c'est une entreprise qui nous concerne tous et qui mérite d'être soigneusement pensée et organisée.